



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 MAI 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1037

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre mai 1908, de nommer MM. Narcisse G. Cantin, médecin, de Saint-Côme, et Narcisse C. Gauvreau, médecin, de Saint-Isidore, conjointement coroner pour le district de Beauce.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sept mai 1908, de nommer M. Amédée Jasmin, notaire, de la ville de Terrebonne, greffier de la cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Terrebonne.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre mai 1908, de nommer l'honorable L. Alexandre Taschereau, de la cité de Québec, ministre des travaux publics et du travail, de la province de Québec, membre de la Commission Nationale des Champs de Bataille.

1927

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatrième jour de mai 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th MAY, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

1038

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth of May, 1908, to appoint Messrs. Narcisse G. Cantin, physician, of Saint Come, and Narcisse C. Gauvreau, physician, of Saint Isidore, joint coroner for the district of Beauce.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh of May, 1908, to appoint Mr. Amédée Jasmin, notary, of the town of Terrebonne, clerk of the magistrate's court for the county of Terrebonne, at Terrebonne.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth of May, 1908, to appoint the Honorable L. Alexandre Taschereau, of the city of Quebec, minister of Public Works and of Labor, a member of the National Battle Fields Commission.

1928

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth day of May, 1908, to associate to the commission of the peace for the :

District de Bedford. — MM. Idola Gévry, Adolphe Côté, cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, comté de Shefford, et Charles Georges Brouillette, manufacturier, de Masonville, comté de Brome.

District de Saguenay. — MM. Edgard Lapointe, comptable, de Tadoussac, Louis Côté, cultivateur, Charles Edouard Nolet, comptable, Joseph Arthur Napoléon Mercier, gérant, du Sault au Mouton, comté de Saguenay.

District de Trois-Rivières. — MM. Joseph Fleury, commerçant, de la cité de Trois-Rivières, Gustave A. Comeau, boulanger, Etienne Allard, maître de pension, et Joseph Tremblay, marchand, de la Tuque, comté de Champlain.

District de Beauharnois. — MM. Joseph Majeau, Daniel Bigras et William Allan, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comté de Châteauguay.

District d'Ottawa. — M. Henri Martineau, cultivateur, du canton Turgeon, comté d'Ottawa.

District de Richelieu. — M. Louis Alexandre Fortier, médecin, de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska.

District de Saint-François. — M. Moïse T. Roy, marchand, du canton d'Auckland, comté de Compton.

District de Montréal. — M. Joseph Lecavalier, propriétaire, No 1063, rue Saint Antoine, de la cité de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 4 mai 1908, de nommer M. Napoléon Pagé, garde chasse et garde-pêche, de la cité de Hull, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572, des S. R. P. Q., avec juridiction sur les districts d'Ottawa et de Pontiac. 1925

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 13 mai 1908, de nommer MM. James Hall et Robert Elliot, conseillers de la municipalité de Saint-Colomban, comté de Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal. 1919

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTE
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Citoyens et Bourgeois élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et à tous ceux que les présentes peuvent concerner — SALUT

PROCLAMATION.

ATTENDU que le vingt-cinquième jour du mois d'avril dernier, il Nous a plu de proroger la Législature de Notre Province de Québec, et la convoquer pour le quatrième jour du mois de juin mil neuf cent huit.

ET ATTENDU que, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre l'Assemblée Législative de Notre dite Province ;

A CES CAUSES, par Notre présente Proclamation Royale, Nous dissolvons la dite Assemblée Législative ; Nous exemptons en conséquence les Conseillers Législatifs et les Citoyens et Bourgeois de l'Assemblée Législative de l'obligation de s'as-

District of Bedford. — Messrs. Idola Gévry, Adolphe Côté, farmers, of the parish of Sainte Cécile de Milton, county of Shefford, and Charles Georges Brouillette, manufacturer, of Masonville, county of Brome.

District of Saguenay. — Messrs. Edgard Lapointe, accountant, of Tadoussac, Louis Côté farmer, Charles Edouard Nolet, accountant, Joseph Arthur Napoléon Mercier, manager, of Sault au Mouton, county of Saguenay.

District of Three Rivers. — Messrs. Joseph Fleury, trader, of the city of Three Rivers, Gustave A. Comeau, baker, Etienne Allard, boarding house and Joseph Tremblay, merchant, de la Tuque, county of Champlain.

District of Beauharnois. — Messrs. Joseph Majeau, Daniel Bigras and William Allan, farmers, of the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Châteauguay.

District of Ottawa. — Mr. Henri Martineau, farmer, of the township Turgeon, county of Ottawa.

District of Richelieu. — Mr. Louis Alexandre Fortier, physician, of the parish of Saint David, county of Yamaska.

District of Saint Francis. — Mr. Moïse T. Roy, merchant, of the township of Auckland, county of Compton.

District of Montreal. — Mr. Joseph Lecavalier, proprietor, No. 1063, Saint Antoine street, of the city of Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth May, 1908, to appoint Mr. Napoléon Pagé, game warden and fish warden, of the city of Hull, a justice of the peace, under article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Ottawa and of Pontiac. 1926

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 13th of May, 1908, to appoint Messrs. James Hall and Robert Elliot, councillors for the municipality of Saint Colomban, county of Two Mountains, pursuant to article 327 of the municipal code. 1920

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTE
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Citizens and Burgesses elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and to all to whom it may concern — GREETING :

PROCLAMATION

WHEREAS, on the twenty fifth day of the month of April last, it has pleased Us to prorogue the Legislature of Our Province of Quebec, and to convocate it for the fourth day of the month of June, one thousand nine hundred and eight.

AND WHEREAS, We have thought fit, by and with the advice and consent of Our Executive Council of Our said Province of Quebec, to Dissolve the Legislative Assembly of Our said Province :

NOW KNOW YE, that, by this Our Royal proclamation, We dissolve the said Legislative Assembly ; Accordingly We exempt the Legislative Councillors and the Citizens and Burgesses of the Legislative Assembly from the obligation of meeting and

sembler et d'être présents le QUATRIEME jour de JUIN mil neuf cent huit.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner, — SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de rencontrer, aussitôt que faire se pourra, Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement.

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes Notre Volonté et Plaisir Royal de convoquer la Législature de Notre dite Province, et Nous déclarons de plus que, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons, ce jour, donné des ordres pour l'Emission de Nos Brefs d'Election, en due forme, pour constituer l'Assemblée Législative de Notre dite Province, lesquels Brefs d'Election seront en date du SIXIEME jour de MAI courant, et rapportables le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, les présentations des candidats aux différentes Elections, dans tous les Districts Electoraux de la Province, auront lieu et se feront le PREMIER jour du mois de JUIN prochain, à l'exception cependant de Nos Brefs d'Election pour le District Electoral de GASPE, et pour le District Electoral de CHICOUTIMI et SAGUENAY, lesquels Brefs d'Election seront rapportables le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, et pour le District Electoral des ILES DE LA MADELEINE, lequel Bref d'Election sera rapportable le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

attendance on the FOURTH day of JUNE, one thousand nine hundred and eight.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

Canada,
Province of }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS We are desirous and resolved as soon as may be, to meet Our people of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament.

NOW KNOW YE, We do make known Our Royal will and pleasure, to call the Legislature of Our said Province, and do further declare that by and with the advice of the Executive Council of Our said Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Our Writs in due form, for calling the Legislative Assembly of Our said Province, which Writs are to bear date of the SIXTH day of MAY instant, and to be returnable on the THIRTIETH day of JULY next, the nomination of the candidates at the different Elections in all the Electoral Districts of the Province, shall take place and be held the FIRST day of JUNE next, except however, our Writs for the Electoral District of GASPE, and for the Electoral District of CHICOUTIMI AND SAGUENAY, which Writs will be returnable on the THIRTIETH day of JULY next, and for the Electoral District of MAGDELEN ISLANDS, which Writ will be returnable on the FIFTEENTH day of OCTOBER next.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By Command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery Québec.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

[L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

SACHEZ QUE, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre peuple de Notre Province de Québec, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en Notre Cité de Québec, en Notre dite Province, MERUREDI, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, pour lors et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Tres Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1903

Avis du Gouvernement

La Compagnie "The Nineteen Hundred Washer Co." a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Norton Blakey, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 mai 1908.

1921

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept mai 1908, constituant en corporation MM. Joseph Honoré Jacques, marchand, Philias Pepin, cultivateur, de Charlebourg, Joseph Alphonse Jacques, gérant, Wilfrid Laframboise, gérant, de la cité de Québec, Victorien Houde, gérant, de la ville de Lévis, dans le but de fabriquer les harnais et les fournitures de selliers et de cordonniers.

Faire en gros et en détail le commerce de cuir, harnais, fournitures de selliers et de cordonniers.

Faire en gros et en détail le commerce en général.

Acheter et posséder des immeubles pour l'exploitation du dit commerce et des dites manufactures.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

[L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING

PROCLAMATION.

KNOW YE, We, being desirous and resolved, as soon as may be, to meet Our People of Our Province of Quebec, and to have their advice in Parliament, do hereby, by and with the advice of Our Executive Council of Our said Province of Quebec, summon and call together the Legislative Assembly of Our said Province, to meet at Our City of Quebec, in Our said Province, on WEDNESDAY, the FIFTH day of AUGUST next, then and there to have conference and treaty with the great men and Legislative Council of Our said Province.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly,
Quebec

1904

Government Notices

"The Nineteen Hundred Washer Co." has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Norton Blakey, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 12th May, 1908.

1922

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1908, incorporating Messrs. Joseph Honoré Jacques, merchant, Philias Pepin, farmer, of Charlebourg, Joseph Alphonse Jacques, manager, Wilfrid Laframboise, manager, of the city of Quebec, Victorien Houde, manager, of the town of Lévis, for the purpose of manufacturing harness and saddlers and shoemakers' furnishings.

To carry on a wholesale and retail trade in leather, harness, saddlers and shoemaker's furnishings.

To carry on a general wholesale and retail business.

To buy and own immovable property for the purposes of the said trade and the said manufactures.

Exploiter l'électricité comme pouvoir moteur, dans les dites manufactures, pour l'éclairage des dits magasins et des dites manufactures de cette compagnie, sous le nom de "La Compagnie J. H. Jacques & Fils, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1908

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept mai 1908, constituant en corporation MM. Elzéar Dallaire et Joseph G. Marcoux, imprimeurs, J. Alfred Grégoire, commerçant, Eugène Roy commerçant, Edmond Louis Maltais, commis, tous de la ville de Chicoutimi, dans le but de faire l'impression et la publication de journaux, livres et revues.

Faire le commerce général de librairie, éditeur, et tous ouvrages d'impression et de publication quelconques, dans la province de Québec, avec le siège principal de nos affaires dans la ville de Chicoutimi.

Acheter l'actif et la clientèle de toute personne ou compagnie faisant un commerce du même genre.

Vendre son actif et son entreprise à toute compagnie ou personne habile à en faire l'acquisition, sous le nom de "Le Syndicat des Imprimeurs du Saguenay", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mai 1908.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze mai 1908, constituant en corporation MM. Milton McDonald et Horace Gagné, agents d'immeubles, Paul Joseph Leduc, pharmacien, de la cité de Montréal, Louis Aimé Gendron, avocat, de la cité de Saint-Hyacinthe, Auguste Bourbeau, journaliste, de la ville de Victoriaville, dans le but suivant : acquérir, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières pour le commerce, et propres à l'établissement de manufactures, magasins, entrepôts, résidences et lieux d'amusements.

Développer et améliorer les dits terrains et propriétés immobilières, construire des aqueducs pour l'utilité d'iceux, construire, ériger et maintenir sur iceux des bâtisses, manufactures, magasins, entrepôts, résidences et autres constructions de divers genres, et disposer de telles bâtisses et constructions pour aucune des fins mentionnées ci-dessus, ou autres fins, et faire toutes sortes d'opérations de manufactures sur les terrains et immeubles ainsi possédés par la compagnie ou dans les bâtisses construites sur iceux.

Diviser en lots à bâtir le tout ou partie des immeubles possédés par la compagnie, et se servir d'aucune partie des dits terrains pour l'établissement de rues, places publiques (squares), jardins et lieux d'amusements, et charger un droit d'entrée dans les lieux d'amusements ainsi établis sur les terrains de la compagnie.

Construire des bassins, réservoirs, entrepôts, élévateurs, hangars sur les immeubles possédés par la compagnie, et faire toutes affaires et opérations commerciales pouvant se poursuivre dans semblables bâtisses et constructions, avec pouvoir de charger des loyers, rentes et impôts pour l'usage des dits bassins, réservoirs, entrepôts, élévateurs et hangars suivant conventions qui pourront être faites entre la dite compagnie, ses officiers, employés et agents.

To use electricity as a motive power in the said manufactures, for lighting the said shops and the said manufactories of this company, by the name of "La Compagnie J. H. Jacques & Fils, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand and five hundred dollars (\$49,500.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this seventh day of May, 1908.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1908, incorporating Messrs. Elzéar Dallaire and Joseph G. Marcoux, printers, J. Alfred Grégoire, trader, Eugène Roy, trader, Edmond Louis Maltais, clerk, all of the town of Chicoutimi, for the purpose of carrying on the printing and publication of newspapers, books and reviews.

To carry on a general business as book seller, editor, and do any sort of printing and publishing whatever, in the province of Quebec, with its chief business place in the town of Chicoutimi.

To buy the assets and business of any person or company carrying on a trade of the same kind.

To sell its assets and business to any company or person qualified to purchase it, by the name of "Le Syndicat des Imprimeurs du Saguenay", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of May, 1908.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1908, incorporating Messrs. Milton McDonald and Horace Gagné, real estate agents, Paul Joseph Leduc, druggist, of the city of Montreal, Louis Aimé Gendron, advocate, of the city of Saint Hyacinthe, August Bourbeau, journalist, of the town of Victoriaville, for the following purpose: to acquire, own, hold, sell and lease lots and other real estate for trade, and suitable for manufacturing establishments, stores, warehouses, residences and places of amusement.

To develop and improve the said lots and properties, to construct waterworks for the use thereof, to build, construct and keep thereon buildings, factories, shops, warehouses, residences and other edifices of different kinds, and to dispose of such buildings and edifices for any of the above named purposes, or others, and to do all sorts of manufacturing operations on the lands and real estate so held by the company or in the buildings erected thereon.

To divide into building lots the whole or a part of the real estate held by the company, and to use any part of the said lots for the establishment of streets, squares, gardens and places of amusement, and to charge an entrance fee into the places of amusement so establishment on the grounds of the company.

To build basins, reservoirs, warehouses, elevators, stores on the real estate owned by the company, and to do all sorts of business and commercial operations that can be done in such buildings and edifices, with power to charge rents and fees for the use of the said basins, reservoirs, warehouses, elevators and stores under agreements to be made with the said company, its officers, employees and agents.

Faire des avances d'argent à telles conditions et moyennant telles garanties qui pourront être convenues, à chacune des personnes ou personne qui pourront louer, acheter ou autrement acquérir de la compagnie aucune partie quelconque des dits immeubles ou constructions ainsi possédés ou érigés par la compagnie.

Disposer, pour le meilleur avantage de la compagnie et par tout titre légal, des dits immeubles et constructions en faveur de toutes personnes capables d'acquérir, et, à cette effet, passer tous les actes et convention nécessaires, et, généralement transiger et accomplir toutes affaires et choses se rattachant aux pouvoirs et objets ci-dessus et en découlant.

Prendre ou acquérir des actions dans d'autres compagnies et se fusionner avec d'autres compagnies ou acquérir les droits et biens de toutes autres compagnies constituées ou non en corporations, sous le nom de "La Compagnie des Terrains de St-Pierre", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1908.

JOS. BOIVIN,

1923

Sous secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Charles H. Sprieser, gérant, Joseph Margoless, comptable, Samuel G. Tritt, comptable, Louis S. Margoless, avocat, et Paul Sprieser, contre-maître, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants : acquérir et prendre toutes ou aucune partie des affaires, propriété et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que la compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable aux fins de cette compagnie ;

Faire les affaires de manufacturiers et de marchands de tabac, cigares, cigarettes, allumettes, pipes et tous autres articles requis par les fumeurs ou qui peuvent leur être utiles, et de manufacturiers et marchands de tabac en poudre et de marchands de boîtes, et faire en général le commerce de tous autres articles et objets de marchands de tabac.

Entrer en société ou faire aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou engagée dans les dites affaires, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement cette compagnie ;

Et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, transférer ou en faire le commerce autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets déjà ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant aucune affaire capable d'être conduite directement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos suivant la loi, et en particulier par l'émission de débentures, ou débenture stock perpétuel ou autrement, chargé sur toutes ou aucune des propriétés de la compagnie et acheter, rembourser ou payer aucune telles garanties ;

Tirer, faire, accepter, enlôser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "Michaels Bros. Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00),

To make advances of money on such terms and with such guarantees as may be agreed on, to each of the persons leasing, buying, or otherwise acquiring from the company any part whatever of the said real estate or buildings so held or erected by the company.

To dispose to the best advantage of the company, and by any legal title, of the said real estate and buildings in favor of any persons capable of acquiring the same, and, for such purposes, to pass any deeds and agreements necessary, and, generally, to accomplish any matter or business connected with the powers and objects herein above and resulting therefrom.

To take or acquire shares in other companies and to combine with other companies or to acquire the rights and assets of any other companies incorporated or not, by the name of "La Compagnie des Terrains de St. Pierre", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this eleventh day of May, 1908.

JOS. BOIVIN,

1924

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Charles H. Sprieser, manager, Joseph Margoless, accountant, Samuel G. Tritt, accountant, Louis S. Margoless, advocate, and Paul Sprieser, foreman, all of the city of Montreal, for the following purpose : to acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, matchlights, pipes and any other articles required by or which may be convenient to smokers, and of snuff grinders and merchants, and box merchants, and to deal in other articles and things commonly dealt in by tobaccoist ;

To enter into (partnership or into) any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying in or engaged in or about to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted as to do directly or indirectly benefit this company ;

And to take or otherwise acquire share and securities of any such company and to sell, hold, transfer or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted as directly benefit this company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit according to law, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock perpetual or otherwise charged upon all or any of the company's property and to purchase redeem or pay of any such securities ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Michaels Bros Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00),

divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Richard F. Gauvin, chimiste, Adélard Perreault, marchand, Edouard Painchaud, manufacturier d'épices, Jean Labranche, maître charretier, Michael J. Morrison, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de produits pharmaceutiques, produits chimiques, drogues, teintures, elixirs, cordiaux, épices, extraits, sirops, spiritueux, médecines patentées et autres produits de même nature ;

Acquérir toutes affaires semblables, ou toute marque de commerce en rapport avec une telle affaire, et de payer pour cette fin soit en actions de la compagnie ou en argent, sous le nom de "The National Extracts Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation l'honorable Charles J. Doherty, un des conseils en loi de Sa Majesté, MM. Cornelius Coughlin, exportateur, William Henry Cox, notaire public, Patrick M. Wickham, agent d'assurance, John A. MacDonald, docteur en médecine, Joseph Cyril Walsh, éditeur, et Francis Joseph Laverty, avocat, tous de la cité de Montréal, dans le but d'acheter, prendre et louer, ou acquérir autrement toutes terres, bâtisses ou propriété, meubles et immeubles, que peuvent être requises pour le susdit objet ou capables d'être employées convenablement en rapport avec aucun des objets de la compagnie ;

Souscrire ou devenir un membre de cette compagnie ou incorporée avec toute autre association, soit incorporée ou non dont les objets sont déjà ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Former et conduire une association pour le bénéfice mutuel et l'utilité de ses membres et leurs familles, et pour cette fin organiser et aider en organisant des lectures, fonctions et entreprises sociables, artistiques et musicales ;

Prélever de l'argent par souscriptions et octroyer tous les droits et privilèges aux souscripteurs ;

Etablir, maintenir et conduire un club pour les commodités des membres de la compagnie et leurs amis et de pourvoir à une maison de club et autres convenances et en général de procurer aux membres et leurs amis les privilèges, avantages, convenances et commodités ordinaires d'un club ;

Acquérir et prendre la propriété et droits maintenant entre les mains des fidei commis pour la dite compagnie et se charger de toutes les dettes encourues par eux pour et en faveur d'iceux, et les indemniser contre toutes telles dettes ou obligations ;

Vendre toute ou aucune partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie peut jusqu'à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ou association ayant déjà ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, disposer, mettre à profit ou autrement,

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908 incorporating Messrs. Richard F. Gauvin, chemist, Adélard Perreault, merchant, Edouard Painchaud, spice manufacturer, Jean Labranche, master carter, Michael J. Morrison, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and trade in pharmaceutical products, chemical products, drugs, tinctures, elixirs, cordials, spices, extracts, syrups, spirits, patent medicines and other products of the same nature

To acquire any similar business, or any trade mark connected with a similar business, and to pay therefor either in shares of the company or in cash, under the name of "National Extracts Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April 1908, incorporating Honorable Charles J. Doherty, one of His Majesty's councillors learned in the law, Cornelius Coughlin, exporter, William Henry Cox, notary public, Patrick M. Wickham, insurance manager, John A. MacDonald, doctor of medicine, Joseph Cyril Walsh, editor, and Francis Joseph Laverty, advocate, all of the city of Montreal, for the purpose to purchase, take and lease, or otherwise acquire any lands, buildings or property, real and personal, which may be requisite for the purpose of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company ;

To subscribe to or become a member of or incorporate with any other association, whether incorporated or not whose objects are altogether, or in part similar to those of this company ;

To form and carry on an association for the mutual benefit and improvement of its member and their families, and for that purpose to organize and assist in organizing lectures, social, artistic and musical functions and enterprises.

To raise money by subscriptions and to grant any rights and privileges to subscribers ;

To establish, maintain and conduct a club for the accommodations of members of the company and their friends, and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club ;

To acquire and take over the property and rights now held by trustees for the said company, and to assume all liabilities incurred by them for and on behalf thereof, and to indemnify them against any such liabilities or obligations ;

To sell or dispose of the whole or any part of the property or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or security of any other company or association having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal

faire le commerce avec tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie et hypothéquer ses immeubles :

Distribuer aucun des biens de la compagnie en nature ou espèces parmi ses membres ;

Acheter ou acquérir autrement, à telles conditions et de telle manière que les règlements de la compagnie de temps en temps pourront déclarer, toutes actions dans le capital de la compagnie et placer son surplus dans la réduction de ses propres actions, obligations ou autres garanties, sous le nom de "The Montreal Columbus Association", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

1811.2 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1908, constituant en corporation MM. le révérend Amédée Goyette, curé de la paroisse de Sainte-Suzanne de Stanhope, Marie Joseph Curot, agent général, Joseph Louis Cyprien Gagnon, gérant de commerce, de la cité de Montréal, James Wright, architecte, de Saint-Lambert, et Jérémie Téléphore Décarie, bourgeois, de Notre-Dame de Grâce, dans le but d'acquérir, disposer par achats, par baux, ou en vertu d'autres titres légaux des terres à carrières de granit, et d'en payer le prix soit par argent comptant, soit en actions libérées de la compagnie, ainsi que de payer tous services généralement quelconques, de la même manière ; d'ouvrir, de développer et généralement de gérer et d'exploiter des carrières de granit ; de faire le commerce en gros et de détail ; d'ouvrir des magasins d'approvisionnement généraux, et de développer de l'énergie électrique pour ses besoins, et de disposer du surplus au meilleur des intérêts de la dite compagnie ; de disposer des produits bruts et manufacturés ; la première carrière à être ainsi exploitée étant celle du révérend Amédée Goyette, situées à Sainte-Suzanne de Stanhope, dans le comté de Stanhope, sous le nom de "The Stanhope Granite Company", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en cent cinquante mille (150,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1908, constituant en corporation MM. Julien Edouard Alfred Dubuc, industriel, Joseph E. Cloutier, courtier, François-Xavier Gosselin, prothonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, Joseph Dominique Guay, industriel, L. Alfred Casgrain, électricien, tous de la ville de Chicoutimi, dans le but de construire, équiper et exploiter un ou plusieurs réseaux téléphoniques dans les comtés de Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, et à partir de ce dernier comté jusqu'à un point à ou près de la cité de Québec, en suivant la direction générale du chemin de fer du Lac Saint-Jean.

Acquérir l'actif et la clientèle de toute personne ou compagnie exploitant un ou des téléphones, et les payer en argent ou en actions libérées ;

Acquérir par achat, location ou autrement, une ou plusieurs lignes de téléphone dans les dits comtés et dans toute la province de Québec, les relier entre elles ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations faisant le même commerce ;

with all or any part of the property and rights of the company and to hypothecate its immovable property ;

To distribute any of the property of the company in kind or specie among the members ;

To purchase or otherwise acquire, on such terms and in such manner as the regulations of the company from time to time provide, any shares in the company's capital and to invest its surplus funds in the reduction of its own shares, bonds or other securities, under the name of "The Montreal Columbus Association", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of April, 1908.

1812 L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating the Reverend Amédée Goyette, curé of the parish of Sainte Suzanne de Stanhope, Marie Joseph Curot, general agent, Joseph Louis Cyprien Gagnon, commercial manager, of the city of Montreal, James Wright, architect, of Saint Lambert, and Jérémie Téléphore Décarie, gentleman, of Notre-Dame de Grâce, for the purpose of acquiring, disposing of, by lease or other legal titles, granite quarries, and to pay for them, either in cash or by paid-up shares of the company, as also to pay generally for any services whatever, in the same way ; to carry on a wholesale or retail business, to open general provision stores, and to develop electric energy for its needs and to dispose of the remainder in the best interests of the said company ; to dispose of its raw and manufactured products ; the first quarry to be worked being that of the reverend Amédée Goyette, situate at Sainte Suzanne de Stanhope, in the county of Stanhope, by the name of "The Stanhope Granite Company", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one hundred and fifty thousand (150,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary's, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1908, incorporating Messrs. Julien Edouard Alfred Dubuc, manufacturer, Joseph E. Cloutier, broker, François Xavier Gosselin, prothonotary of the superior court of the district of Chicoutimi, Joseph Dominique Guay, manufacturer, L. Alfred Casgrain, electrician, all of the town of Chicoutimi, for the purpose of constructing, equipping and working one or more telephonic systems in the counties of Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, and to start from this latter county to a point at or near the city of Québec, following the general direction of the Lake Saint John railway.

To acquire the assets and the custom of any person or company running one or more telephones, and to pay them in cash or paid up shares ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, one more telephone lines in the said counties, and throughout the province of Québec, to connect them together ;

To employ its capital wholly or in part for purchasing shares of other corporations carrying on the same business ;

Faire toutes espèces de contrats avec les compagnies ou personnes exploitant un ou des réseaux de téléphone, dans le but d'assurer la transmission et l'échange des messages et agrandir ainsi sa sphère d'action ;

Fabriquer, vendre, acheter et d'une manière générale faire le commerce de tous les instruments, appareils et matériaux nécessaires à son exploitation ;

Vendre son actif et son entreprise à toute compagnie ou personne habile à en faire l'acquisition, sous le nom de "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", avec un capital total de cent quarante mille piastres (\$140,000.00), divisé en sept mille (7,000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1809.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1908, constituant en corporation MM. Joseph Archer et Edward Archer, marchands, L. Napoléon Petit, teneur de livres, de la cité de Québec, Alice Archer, épouse séparée de biens du colonel Oscar Pelletier, et de lui dûment autorisée à l'effet des présentes, et Charles Archer, avocat et conseil du Roi, tous deux de la cité de Montréal, dans le but d'importer, acheter et vendre du charbon ; acquérir, posséder, améliorer, louer et vendre du bois de construction bois de charpente et bois de toute description, et de faire le commerce de bois, bois de construction et bois de charpente ; acquérir le produit de compagnies ou personnes faisant les mêmes affaires et en disposer, et faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The Archer Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de mai 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de province.

1881.2

Québec, 21 avril 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Donald M. Rowat, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant en la ville de Richmond, comté de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles P. Cleveland, en son vivant notaire public, du même endroit ; de Eugène Sicotte, notaire public, autrefois résidant et pratiquant au même endroit, et qui a cessé de pratiquer, et de feu Siméon Fraser, en son vivant notaire public, du même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1641.4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou ghalsoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un

To make any sort of contracts with companies or persons working one or more telephone systems, for the purpose of securing the transmission and the exchange of messages and to enlarge in this way its sphere of action ;

To make, sell, buy and generally to deal in instruments apparatus and material necessary for its working ;

To sell its assets and its business to any company or person able to acquire it, by the name of "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", with a total capital stock of one hundred and forty thousand dollars (\$140,000.00), divided into seven thousand (7,000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twenty seventh day of April, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1810

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the sixth day of May, 1908, incorporating Messrs. Joseph Archer and Edward Archer, merchants, L. Napoléon Petit, book-keeper, of the city of Québec, Alice Archer, wife separate as to property with colonel Oscar Pelletier, and by him duly authorized to the presents, and Charles Archer, advocate and king's counsellor, both of the city of Montréal, for the purpose, to import, buy and sell coal ; to acquire, hold, improve, lease and sell timber, lumber and wood of any description whatsoever, and to deal and traffic in wood, lumber and timber ; to acquire and dispose of the product of companies or individuals carrying on like business and to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of The Archer Company, Limited, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixth day of May, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary,

1882

Quebec 21st April, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, by Donald M. Rowat, esquire, notary public, practising and residing in the town of Richmond, county of Richmond, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles P. Cleveland, in his lifetime notary public, of the same place ; of Eugene Sicotte, notary public, formerly residing and practising at the same place, and who has ceased to practice, and of the late Siméon Fraser, in his lifetime notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1842

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying

droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre

gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the

les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

1039

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordes permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1040

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre, indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies" General Clauses Act, or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for

des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de relondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS.

1041 Greffier de l'Assemblée Législative.

the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS.

1042 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Du livre des délibérations du conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, dans le comté du Lac Saint-Jean, la résolution suivante passée et adoptée par le dit conseil, à sa session générale du onze mars mil neuf cent huit, a été textuellement transcrite comme suit:

Attendu que la partie ci-après décrite du canton Girard, n'est pas encore organisée, et ne possède pas le nombre d'âmes voulu pour qu'elle soit organisée en municipalité, et attendu qu'il convient à ce conseil à ce que les dispositions requises soient adoptées par ce conseil pour qu'elle soit annexée à la municipalité du canton de Normandin, la plus voisine.

En conséquence, il est proposé par M. Léon Côté, maire, secondé par M. Cérénus Bouliane, maire :

Que le territoire compris dans les septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et treizième rangs du canton Girard soit annexé à la municipalité du canton de Normandin, pour les fins municipales. Adopté.

Je certifie que ce qui précède est un extrait véritable du livre des délibérations du conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, dans le comté du Lac Saint-Jean susdit, dont je suis secrétaire-trésorier.

I. DUMAIS.

Sec-trés. du C. M. de cté, 2e div.,

comté Lac Saint-Jean.

Roberval, 12 mars 1908. 1911

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1540.

Dame Marie-Louise Alice Tremblay, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Elzéar Bouillane alias Bouliane, journalier, du même lieu, a, le 13 avril 1908, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

C. A. GUERTIN.

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 mai 1908. 1915

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 961.

Dame Marie Louise Perrault, épouse commune

Miscellaneous Notices

From the minutes book of the municipal county council of the second division of the county of Lake Saint John, the following resolution passed by the said council, at its general meeting of the eleventh of March, one thousand nine hundred and eight, has been textually transcribed as follows:

Whereas the part hereinafter described of the township Girard, has not been organized yet, and does not possess the number of souls required for its being organized as a municipality, and whereas it is agreeable to this council that the required arrangements be made by this council that it be annexed to the municipality of the township of Normandin, the nearest.

Accordingly, it is proposed by Mr. Léon Côté, mayor, seconded by Mr. Cerenus Bouliane, mayor;

That the territory comprised in the seventh, eighth, ninth, tenth, eleventh, twelfth and thirteenth ranges of the township Girard be annexed to the municipality of the township of Normandin, for municipal purposes. Carried.

I certify that the foregoing is a correct extract from the minutes book of the municipal county council of the second division of the county of Lake Saint John, in the county of Lake Saint John aforesaid, of which I am the secretary treasurer.

I. DUMAIS.

Sec. treas. of the M. C. C. of the 2nd

Div., county of L. Saint John.

Roberval, 12th March, 1908. 1912

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1540.

Dame Marie Louise Alice Tremblay, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elzéar Bouillane alias Bouliane, laborer, of the same place, has, on the 13th April, 1908, instituted an action for separation as to property against her said husband.

C. A. GUERTIN.

Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th May, 1908. 1916

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 961.

Dame Marie Louise Perrault, wife common as to

en biens de Jean Baptiste Vanier, tous deux des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.

12 mai 1908. 1909

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 528.

Joséphine Veilleux, de la paroisse de Sainte-Cécile de Whitton, district de Saint-François, épouse de Joseph Rodrigue, journalier et contracteur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

JOSEPH ROY,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 6 mai 1908. 1929

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
No 2197.

Dame Flore Langlais, de Chicoutimi, épouse de Joseph Neron, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Neron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L. ALAIN,

Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 30 avril 1908. 1799.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2271.

Dame Alma Boivin, épouse commune en biens de Jules Marsan dit Lapierre, verrier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jules Marsan dit Lapierre, verrier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 avril 1908.

D. A. LAFORTUNE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 21 avril 1908. 1831.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 654.

Dame Hannah Shapiro, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Sloves, du même lieu, bijoutier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Nathan Sloves, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-troisième jour d'avril 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 25 avril 1908. 1715.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3325.

Dame Sophronie Legendre, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Dumont, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Joseph Louis Dumont, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cour, le 10ème jour de décembre 1907.

J. ADELARD OUMET,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 avril 1908. 1659.4

property of Jean Baptiste Vanier, both of the city and district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

JULIEN & BERARD,
Attorneys for plaintiff.

12th May, 1908. 1810

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 528.

Joséphine Veilleux, of the parish of Sainte Cécile of Whitton, said district, wife of Joseph Rodrigue, laborer and contractor, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

JOSEPH ROY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 6th May, 1908. 1930

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No 2197.

Dame Flore Langlais, of Chicoutimi, wife of Joseph Neron, hotel keeper, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Neron, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

L. ALAIN,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 30th April, 1908. 1800

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2271.

Dame Alma Boivin, wife common as to property of Jules Marsan dit Lapierre, glass worker, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Jules Marsan dit Lapierre, glass worker, of the same place, Defendant.
A suit for separation of property has been brought in this cause, on the 8th of April, 1908.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st April, 1908. 1832

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 654.

Dame Hannah Shapiro, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Sloves, of the same place, jeweller, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Nathan Sloves, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this twenty-third day of April, 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th April, 1908. 1716

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3325.

Dame Sophronie Legendre, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Dumont, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Joseph Louis Dumont, Defendant.
The plaintiff has brought, on the 10th December, 1907, against the defendant, a suit for separation of property.

J. ADELARD OUMET,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th April, 1908. 1660

Cour Supérieure.—Beauce.

No. 867.

Marie-Anne Gilbert, du village de Saint-Joseph de Beauce, épouse commune en biens de Alphonse Poulin, du même lieu, charron ; vs le dit Alphonse Poulin.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

LETELLIER & BOUFFARD,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 1er mai 1908. 1805.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2713.

Dame Marie Louisa Desjardins, épouse commune en biens de Paul Nelson David, peintre, de la ville de Saint-Louis, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit David,
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 mai 1908. 1833.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2364

Dame Hannah Cohen, épouse commune en biens de Jacob Lazarus, marchand de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Jacob Lazarus,
Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-troisième jour d'avril 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 25 avril 1908. 1713-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 88.

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Eliza Blanchette, épouse commune en biens de Amédée Lavigne, charretier, de Daveluyville, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 31 mars 1908. 1633.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, épouse de Théophile Gauthier, du Boulevard Saint-Paul, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Théophile Gauthier, du même lieu,
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8e jour d'avril 1908.

RAOUL GUILBAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 8 avril 1908. 1679.4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1845.

Dame Georgiana Noël, épouse de James Hanley, charretier, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit James Hanley,
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ème jour d'avril 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 20 avril 1908 1685.4

Superior Court.—Beauce.

No. 867.

Marie-Anne Gilbert, of the village of Saint Joseph de Beauce, wife common as to property of Alphonse Poulin, of the same place, wheelwright ; vs the said Alphonse Poulin.

The plaintiff has, this day, brought a suit for separation of property against the defendant.

LETELLIER & BOUFFARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 1st May, 1908. 1806

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2713

Dame Marie Louisa Desjardins, wife common as to property of Paul Nelson David, painter, of the town of Saint Louis, said district, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said David,
The plaintiff has brought against the defendant, this day, a suit for separation as to property.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th May, 1908. 1834

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2364.

Dame Hannah Cohen, wife common as to property of Jacob Lazarus, merchant, of Montreal, and duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Jacob Lazarus,
An action for separation as to property has been instituted this twenty third day of April, 1908.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th April, 1908. 1714

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 88.

An action for separation of property has been instituted, this day, by Dame Eliza Blanchette, wife common as to property of Amédée Lavigne, carter, of Daveluyville, against his said husband.

WALSH & POISSON,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 31st March, 1908. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2247.

Dame Marie Louise Daigneault, wife of Théophile Gauthier, of Boulevard Saint Paul, district of Montreal, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

Théophile Gauthier, of the same place,
An action for separation as to property has been instituted on 8th day of April, 1908.

RAOUL GUILBAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th April, 1908. 1680

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1845.

Dame Georgiana Noel, wife of James Hanley, carter, duly authorized to appear in judicial proceeding, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said James Hanley,
A suit for separation of property has been brought in this cause, on the 16th day of April, 1908.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 20th April, 1908. 1686

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 588.

Dame Virginie Lapointe, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Ludger Duchesneau, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Adelphe.

METHOT, COMEAU & OGDEN,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 29 avril 1908. 1765.3

COLLEGE DES MEDICINS VETERINAIRES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Avis public est par la présente donné qu'une assemblée générale des médecins vétérinaires de la province de Québec se tiendra à Montréal, le mardi, 26 mai courant à 10 heures A. M., pour procéder à l'élection des membres du bureau des gouverneurs du collège des médecins vétérinaires de la province de Québec, pour une période de deux ans, conformément à la loi concernant les médecins vétérinaires.

(Signé) ALBERT DAUTH,
Secrétaire-trésorier.

1897

Montreal, 28 avril 1908.

Les actionnaires de la Société d'Administration Générale sont convoqués en assemblée générale spéciale pour le 27 mai prochain, à midi, au numéro 30, rue Saint-Jacques, dans l'édifice du Crédit Foncier Franco-Canadien. Objet de l'assemblée :

- 1° Augmentation du capital social à \$1,000,000.
- 2° Sanction du règlement portant à douze le nombre des directeurs.
- 3° Election de trois directeurs. 1749.3

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Vente par encan de fret et de bagage non-réclamés.

La compagnie du chemin de fer Québec Central donne avis par le présent qu'elle vendra par encan public, dans l'hangar de "The Modern Bedstead Company," vis-à-vis son hangar de fret, Sherbrooke, P. Q., mercredi, le 24 juin 1908, à dix heures de l'avant-midi, une quantité de machines, meubles et autres articles.

J. H. WALSH,
Gérant général,

Sherbrooke, 6 mai 1908. 1861-3

Le 18 juin 1908, à Ottawa, "The Dominion Express Co." vendra les effets non réclamés qui ont été en mains dans les divisions Est et Atlantique depuis avant le 1er juin 1907.

Voir les listes imprimées pour plus d'informations.

W. S. STOUT,
Président et gérant général.

1807-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re P. D. Dods & Co, Montreal.

Avis est donné que, le 7e jour de mai 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 9 mai 1908.

1901

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 588.

Dame Virginie Lapointe, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Ludger Duchesneau, trader, both of the parish of Saint Adelphe.

METHOT, COMEAU & OGDEN.

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 29th April, 1908. 1766

COLLEGE OF THE VETERINARY SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that a general meeting of the veterinary surgeons of the province of Québec will be held at Montréal, on Tuesday, the 26th of May instant, at 10 o'clock a. m., to proceed to the election of the board of veterinary surgeons of the province of Québec, for a period of two years, pursuant to the veterinary surgeons' act.

(Signed) ALBERT DAUTH,
Secretary treasurer.

1898

Montreal, 28th April, 1908.

The shareholders of "La Société d'Administration Générale" are notified of a special general meeting for the 27th of May next, at noon, at number 30, Saint James street, in the "Crédit Foncier Franco-Canadien" building. Object of the meeting :

1. Increase of the capital stock to \$1,000,000
2. Approval of the by-law fixing the number of the directors at twelve.
3. Election of three directors. 1750

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Auction sale of unclaimed freight and baggage.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at the Modern Bedstead Company's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Wednesday, 24th June, 1908, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,
General manager.

Sherbrooke, 6th May, 1908. 1362

On June, 18th, 1908, at Ottawa, the Dominion Express Co. will sell unclaimed shipments, which have been on hand in the Eastern and Atlantic Divisions since previous to June 1st, 1907.

See printed lists for further particulars.

W. S. STOUT,
President and general manager.

1808

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re P. D. Dods & Co, Montreal.

Notice is hereby given that, on the 7th day of May, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 9th May, 1908.

1902

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de La Compagnie de Médecines Patentes Françaises, Insolvable.
Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 55, rue Saint-François-Xavier, le ou après le 4 juin 1908.
Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
No 55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal 11 mai 1908. 1905

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*
No 67.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé le seize avril 1908, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant M^{re} G. A. Leblanc, notaire, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, le 7 octobre 1907, étant une vente par Arcade Ménard, boulanger, à Samuel Palin, cultivateur, tous deux du même lieu, de Saint-Philippe, de l'immeuble suivant :

Un lot de terre avec bâtisses sus-érigées situé en la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, portant le No 161, des plan et livrè, de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe, et en la possession du dit Arcade Ménard, comme propriétaire, pendant les trois dernières années qui ont précédé le dit acte, et en la possession du dit Samuel Palin, depuis la date du dit acte qui lui en a conféré la propriété; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble avant l'enregistrement du dit acte, par lequel le dit lot a été acquis par le dit Samuel Palin, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour le deux de juin prochain 1908, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire dans les six jours après le susdit jour, à défaut de quoi elles seront pour tous jours forluses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député protonotaire C. S.

MM. Pelletier & Letourneau,
Avocats des requérants.
Montréal, 16 avril 1908. 1651.2
[Première publication, 25 avril 1908.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } GEORGE A M E D É
No 914. } G DUCLOS, banquier,
Demandeur; contre FELIX CORMIER, écrivain, N. P.,
Défendeur.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of La Compagnie de Médecines Patentes Françaises, Insolvent.
A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, No. 55, Saint François Xavier street, on or after the 4th June, 1908.
Any contestation to said dividend must be deposited with us before this date.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
No. 55, Saint François Xavier street,
Montreal, 11th May, 1908. 1906

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 67.

Notice is hereby given that on the 16th of April, 1908, there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Montreal, a deed of sale executed before M^{re} C. A. Leblanc, notary, of the parish of Saint Philippe, district of Montreal, on the 7th day of October, 1907, being a sale by Arcade Ménard, baker, to Samuel Palin, farmer, both of Saint Philippe aforesaid, of the following immoveable :

A lot of land with buildings thereon erected, situate in the parish of Saint Philippe, district of Montreal, bearing the No. 161, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe, and possessed by the said Arcade Ménard, as proprietor, for the three years with precedence the said deed, and in the possession of the said Samuel Palin, since the date of the passing of the said deed which conferred the said proprietorship into him; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed, by which the said lot was acquired by the said Samuel Palin, are hereby notified that application will be made to the said court on the second day of June next, 1908, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON.

Deputy prothonotary S. C.

Messrs. Pelletier & Letourneau,
Attorneys for said petitioners.
Montreal, 16th April, 1908. 1652
[First published, 25th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } GEORGE A M E D É
No. 914. } G DUCLOS, banker,
Plaintiff; against FELIX CORMIER, esq., N. P.,
Defendant.

1° Un immeuble, le quart nord-ouest du lot numéro vingt-quatre, dans le onzième rang du canton de Wickham, étant le numéro six cent quarante-cinq (645), du cadastre officiel du dit canton, mesurant deux arpents et quart de largeur, plus ou moins, sur la longueur des lots—circonstances et dépendances.

2° Une terre étant la partie sud-est du lot numéro vingt-cinq, dans le onzième rang du canton de Wickham, connue comme la partie sud-est du numéro six cent quarante-quatre (644), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant trois quarts d'arpent de largeur sur la profondeur des lots—avec dépendances.

3° La partie des trois-quarts sud-est du lot numéro vingt-trois, dans le onzième rang du canton de Wickham, contenant cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, étant le numéro six cent cinquante (650), du cadastre officiel du dit canton—avec maison, grange et autres dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, 1908, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 14 mai 1908. 1913
[Première publication, 16 mai 1908.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } GEORGE AMEDÉ
No 913. } DUCLOS, banquier,
Demandeur ; contre FELIX CORMIER, écrivain, N. P., Défendeur.

1° Une terre étant la moitié nord-ouest du lot No six, du huitième rang du canton de Wickham, maintenant connue comme étant la moitié nord-ouest du numéro quatre cent deux (402), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant cent acres, plus ou moins.

2° Le lot numéro vingt-un, du neuvième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro quatre cent soixante-six (466), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins.

3° Le lot numéro vingt, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

4° Le lot numéro vingt-un, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-quatre (624), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, 1908, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 14 mai 1908. 1931
[Première publication, 16 mai 1908.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir : } IN RE JOSEPH BEAU-
No 210. } LIEU, failli ; ET VIC-
TOR MORISSET, curateur.

Conformément à l'art. 879, C. P. C.

1° La moitié du lot numéro dix-huit (18), dans le neuvième rang du canton d'Irlande, contenant environ cent arpents en superficie, maintenant connue comme étant les numéros cinq cent quarante-cinq et cinq cent quarante-six (545 et 546), du cadastre officiel pour le dit canton d'Irlande—circonstances et dépendances.

2° Une fromagerie et une beurrerie érigées sur un terrain n'appartenant pas au dit failli, et situé

1. A piece of land, the north west quarter of lot number twenty four, in the eleventh range of the township of Wickham, being number six hundred and forty five (645), of official cadastre for said township, measuring two and a quarter arpents in width, more or less, by the depth of the lots—circumstances and dependencies.

2. A piece of land being the south east part of lot number twenty five, in the eleventh range of the township of Wickham, known as the south east part of lot number six hundred and forty four (644), of official cadastre for said township, containing three quarters of an arpent in width by the depth of the lots—with dependencies.

3. The south east three quarters part of lot number twenty three, in the eleventh range of the township of Wickham, containing one hundred and fifty acres in superficies, more or less, being lot number six hundred and fifty (650), of official cadastre for said township—with a house, barn and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, 1908, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 14th May, 1908. 1914
[First published, 16th May, 1908.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } GEORGE AMEDÉ DU-
No. 913. } CLOS, banker, Plaintiff ;
against FELIX CORMIER, esq., N. P., Defendant.

1. A piece of land being the north west half of lot number six, in the eighth range of the township of Wickham, now known as being the north west half of number four hundred and two (402), of official cadastre for said township, containing one hundred acres, more or less.

2. Lot number twenty one, in the ninth range of the township of Wickham, now number four hundred and sixty six (466), of official cadastre for said township, containing two hundred acres in superficies, more or less.

3. Lot number twenty, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty three (623), of official cadastre for the said township, containing two hundred acres, more or less.

4. Lot number twenty one, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty four (624), of official cadastre for said township, containing two hundred acres, more or less.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, 1908, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 14th May, 1908. 1932
[First published, 16th May, 1908.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } IN RE JOSEPH BEAU-
No 210. } LIEU, insolvent ; and
VICTOR MORISSET, curator.

In conformity to art. 879, C. P. C.

1. One half of lot number eighteen (18), in the ninth range of the township of Ireland, containing about one hundred acres in superficies, now known as being numbers five hundred and forty five and five hundred and forty six (545 and 546), of official cadastre for said township of Ireland—circumstances and dependencies.

2. A cheese and butter factory erected on a piece of land not belonging to insolvent, and lying in the

dans le neuvième rang du canton d'Irlande, et sur tolérance du propriétaire du dit terrain.

3° Un terrain faisant partie du lot cadastral numéro cinq cent soixante-huit, dans le dixième rang du canton d'Irlande, mesurant un arpent de front sur quatre arpents de profondeur; borné en avant au chemin public, en arrière à Joseph Roy, d'un côté à la route, de l'autre côté à Joseph Roy—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain 1908, à l'heure de MIDI.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 21 avril 1908. 1649.2
[Première publication, 25 avril 1908].

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **EDOUARD MORENCY**,
No 847. } Demandeur; contre
ELZEAR CHATEAUNEUF, Défendeur.

Un emplacement situé en le village de la paroisse de Saint-Vital de Lambton de la Beauce, de quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins; et borné en front au chemin Royal, en profondeur à François Roy, au nord-est à Vital Bureau, et au sud-ouest à Floribert Morin—avec bâisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le rang B, du canton de Lambton, sous les numéros huit G, huit H, et partie de huit A (8 G, 8 H et partie de 8 A).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, Beauce, le SEIZIÈME jour de JUIN prochain, 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 11 mai 1908.
1907

[Première publication, 16 mai 1908.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **AME MARY ANN**
District de Bedford. } **SIXBY**, du village de
No 6898. } Philipsburg, dans le district

de Bedford, fille majeure usant de ses droits, Demanderesse; contre les meubles et immeubles DES **HERITIERS** de feu E. C. Burke, décédé dans les six mois précédents, en son vivant du même lieu, Défendeurs.

La moitié indivise de ce lot de terre situé dans le village de Philipsburg, district de Bedford, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro soixante et dix-neuf (79), contenant environ soixante et cinq verges et trois quarts (65½)

ninth range of the township of Ireland, with permission of proprietor of said piece of land.

3. A piece of land being part of cadastral lot number five hundred and sixty eight, in the tenth range of the township of Ireland, measuring one arpent in front by four arpents in depth; bounded frontally by the public road, in the rear by Joseph Roy, on one side by a route, and on the other side by Joseph Roy—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the TWENTY NINTH day of MAY next, 1908, at the hour of NOON.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 21st April, 1908. 1650
[First published, 25th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **EDOUARD MORENCY**,
No 847. } Plaintiff; against **ELZEAR**
CHATEAUNEUF, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint Vital de Lambton de la Beauce, of ninety feet in front by eighty feet in depth, more or less, and bounded in front by the King's road, in depth by François Roy, on the north east by Vital Bureau, and on the south west by Floribert Morin—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for range B, of the township of Lambton, as numbers eight G, eight H, and part of eight A (8 G, 8 H and part of 8 A).

To be sold at the church door of the parish of Saint Vital de Lambton, Beauce, on the SIXTEENTH day of JUNE next, 1908, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 11th May, 1908.
1908

[First published, 16th May, 1908.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **AME MARY ANN**
District of Bedford. } **SIXBY**, of the village
No 6898. } of Philipsburg, in the district

of Bedford, spinster, of the age of majority and in the full exercise of her rights, Plaintiff; against the goods and lands of **THE HEIRS** of the late E. C. Burke, deceased within the previous six months, in his lifetime of the same place, Defendants.

The undivided half of that certain lot of land situated in the village of Philipsburg, district of Bedford, known on the official plan and in the book of reference of the said village, under the number seventy nine (79), containing about sixty

en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-
érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du
comté de Missisquoi, dans la ville de Bedford,
dans le dit district de Bedford, le TRENTIEME
jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-
midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 avril 1908. 1639.2
[Première publication, 25 avril 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } DAME MAUD MARY
No 2990. } STEELE, ci-devant
veuve de feu George Ernest Muir, en son vivant
des cité et district de Montreal, maintenant épouse
séparée de biens par contrat de mariage de Francis
E. Devlin, du même lieu, docteur en médecine, et
par son dit mari dûment autorisée pour toutes les
fins d'icelui, et le dit Francis E. Devlin, dans le but
d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre
les terres et tenements de THOMAS FRASER, de
la ville de Westmount, dans le district de Montréal,
marchand à commission, Défendeur.

Cet emplacement situé dans la ville de West-
mount, dans le district de Montréal, composé de la
plus grande partie ou de la partie sud-est de la sub-
division numéros dix-huit et dix-neuf, du lot connu
aux plan et livre de renvoi officiels de la municipa-
lité de la paroisse de Montréal, sous le numéro
deux cent quatorze et plus particulièrement décrit
sur le plan de résubdivision fait et déposé de la dite
subdivision sous les numéros deux cent quatorze-
dix-huit B, deux cent quatorze-dix-huit C et deux
cent quatorze-dix-neuf (214-18 B, 214-18 C, et 214-
19) contenant soixante et quinze pieds de largeur
sur la ligne de l'avenue Prince Albert sur quatre-
vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure an-
glaise, plus ou moins. Le dit emplacement composé
comme susdit était borné comme suit : en front au
sud-ouest par l'avenue Prince Albert, en arrière
par partie du lot No 214-19 A, d'un côté vers le
sud-est par les Nos 214-18 A et 214-19 B, et de
l'autre côté vers le nord-ouest par les parties res-
tantes des dits lots Nos 214-18 B, 214-18 C et 214-
19—avec une maison en briques solides à trois éta-
ges sus-érigée, avec tous les droits, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 avril 1908. 1661.2
[Première publication, 25 avril 1908.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

five rods and three quarters (65 $\frac{3}{4}$) in superficies,
more or less—with the buildings and improvements
thereon.

To be sold at the registry office for the county
of Missisquoi, in the town of Bedford, in said dis-
trict of Bedford, on the THIRTIETH day of MAY
next, at the hour of TEN of the clock in the fore-
noon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 14th April, 1908. 1640
[First published, 25th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the u-
ndermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit: } DAME MAUD MARY
No. 2990. } STEELE, formerly widow
of the late George Ernest Muir, in his lifetime of
the city and district of Montreal, and now wife
separate as to property by ante-nuptial contract of
marriage of Francis E. Devlin, of the same place,
doctor of medicine, and by her said husband duly
authorized for all purposes hereof, and the said
Francis E. Devlin, for the purpose of authorizing
his said wife, Plaintiff ; against the lands and
tenements of THOMAS FRASER, of the town of
Westmount, in the district of Montreal, commission
merchant, Defendant.

That certain emplacement situate in the town of
Westmount, in the district of Montreal, composed
of the greater or the south east portion of subdivi-
sion numbers eighteen and nineteen, of the lot
known on the official plan and book of reference of
the municipality of the parish of Montreal, by the
number two hundred and fourteen and more
particularly described on the resubdivision plan
made and filed of said subdivision as numbers two
hundred and fourteen eighteen B, two hundred
and fourteen-eighteen C and two hundred and four-
teen-nineteen (214-18 B, 214-18 C and 214-19)
containing seventy-five feet in width on the line of
Prince Albert avenue by ninety-four feet in depth,
english measure, more or less. The said emplace-
ment composed as aforesaid being bounded as
follows : in front to the south west by Prince
Albert avenue, in rear by part of lot No. 214-19 A,
on one side towards the south east by lots numbers
214-18 A and 214-19 B, and on the other side
towards the north west by the remaining portions
of said lots Nos. 214-18 B, 214-18 C and 214-19—
with the three storey solid brick house thereon
erected, with all the rights, members and appur-
tenances belonging thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 22nd April, 1908. 1662
[First published, 25th April, 1908.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ALFRED BERGERON ; vs
No 2373. } JOSEPH PARADIS, à
savoir :

1^{re} Partie du lot No 201 (deux cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Agapit, étant un terrain situé au premier rang Saint-Pierre, et contenant 100 pieds de front au chemin public, et 80 pieds au sud du dit terrain, sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord au dit chemin, au sud au bout de la profondeur, au sud-ouest à Nazaire Demers, et au nord-est à Alfred Bergeron—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La dite partie du dit immeuble sujette à une rente foncière annuelle de \$20 00, payable le premier juillet au demandeur, et sujette à la construction et à l'entretien des clôtures de ligne sur les côtés nord-est et sud-ouest et à l'entretien du chemin de front sur la devanture.

2^{de} Partie du lot No 201 (deux cent un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Agapit, étant un terrain situé au premier rang Saint-Pierre, contenant 80 pieds de front au nord, et 60 pieds du côté sud sur 300 pieds de profondeur ; borné au nord au dit défendeur, au sud à la ligne du Grand Tronc, au sud-ouest à Nazaire Demers, et au nord-est à Alfred Bergeron—circonstances et dépendances.

La dite partie du dit immeuble, sujette à une rente foncière annuelle de \$20 00, payable le premier novembre, au demandeur, et sujette à la construction et à l'entretien des clôtures de ligne sur les côtés nord-est et sud-ouest.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Agapit, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Sheriff.

1501.2

[Première publication, 2 mai 1908.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } URBAIN BERNIER, Deman-
No 4873. } deur ; contre LOUIS ODILON VADEBONCEUR, Défendeur, et Pierre Joseph Chartrand et Paul Louis Turgeon, curateurs conjoints, et Jean-Baptiste Giguère, créancier requérant.

Un morceau de terre situé au village de Massueville, en la paroisse de Saint-Aimé, sur la rue Bonsecours, étant le lot numéro quatre cent quatorze (No 414) et partie du lot numéro quatre cent treize (pt No 413), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, de cent vingt pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant à la dite rue Bonsecours, en profondeur à Exéas Lebrun, d'un côté à Joseph Lavallée, et d'autre côté à Modeste Raiche—avec une maison et une allonge y attenante et autres bâtisses y érigées.

À la réserve de la jouissance de la dite allonge attenante à la dite maison en faveur de Dame Angèle Giguère, veuve de Hugues Levasseur, la vie durant de cette dernière, et du droit de circuler librement sur le dit morceau de terre et ses dépendances.

À la charge par l'adjudicataire du dit morceau de terre de fournir à la dite Dame veuve Hugues Levasseur, sa vie durant chaque année, tout le bois

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ALFRED BERGERON ; vs
No. 2373. } A JOSEPH PARADIS, to
wit :

1. Part of lot No. 201 (two hundred and one), of the official cadastre for the parish of Saint Agapit, being a land situate in the first range Saint Pierre, and containing 100 feet in front on the public road, and 80 feet on the south of the said lot, by 100 feet in depth, english measure ; bounded on the north by the said road, on the south by the end of the depth, on the south west by Nazaire Demers, and on the north east by Alfred Bergeron—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said part of lot being subject to a yearly ground rent of \$20.00, payable on the first of July next, to the plaintiff, and subject to the construction and maintenance of the line fences on the north east and south west sides and to the maintenance of the front road in front.

2. Part of lot No. 201 (two hundred and one), of the official cadastre for the parish of Saint Agapit, being a land situate in the first range Saint Pierre, and containing 80 feet in front on the north, and 60 feet on the south side by 300 feet in depth ; bounded on the north by the said defendant, on the south by the Grand Trunk line, on the south west by Nazaire Demers, and on the north east by Alfred Bergeron—circumstances and dependencies.

The said part of lot being subject to a yearly ground rent of \$20.00, payable on the first of November next, to the plaintiff, and subject to the construction and maintenance of line fences on the north east and south west sides.

To be sold at the church door of the parish of Saint Agapit, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

1502

[First published, 2nd May, 1908.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATORS' WARRANT.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } URBAIN BERNIER, Plaintiff ;
No. 4873. } against LOUIS ODILON VADEBONCEUR, Defendant, and Pierre Joseph Chartrand and Paul Louis Turgeon, joint curators, and Jean Baptiste Giguère, creditor petitioner.

A piece of land situate in the village of Massueville, in the parish of Saint Aimé, on Bonsecours street, being lot number four hundred and fourteen (No. 414), and part of number four hundred and thirteen (pt. No. 413), of the official cadastre of the parish of Saint Aimé, of one hundred and twenty feet in front by two hundred feet in depth, the whole more or less ; bounded in front by the said Bonsecours street, in rear by Exéas Lebrun, on one side by Joseph Lavallée, and on the other side by Modeste Raiche—with a house and extension attached thereto, and other building thereon erected.

Reserving the use of the said extension attached to the said house in favor of Dame Angèle Giguère, widow of Hugues Levasseur, during her lifetime, and the right to go freely over the said piece of land and its dependencies.

Subject to the charge upon the purchaser of the said piece of land of furnishing to the said Mrs. widow Hugues Levasseur, every year, during her

nécessaire et de bonne qualité pour la cuisson de ses aliments et le chauffage de ses appartements, le bois devant être préparé par l'adjudicataire de la manière que le voudra la dite Dame Levasseur, et il devra l'entrer dans ses appartements au fur et à mesure qu'elle en aura besoin; de prodiguer à la dite Dame et à Demoiselle Elmire Levasseur, en maladie seulement, tous les soins et égards dus à leur âge et conditions, et avoir pour elles toutes les attentions qu'un bon fils doit porter à ses père et mère, et ce tant qu'il plaira à ces dernières d'habiter avec l'adjudicataire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du Shérif,
Sorel, 14 mai 1908.

Shérif.
1939

[Première publication, 16 mai 1908].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **PHILIPPE LE-**
No 493. } **VASSEUR.** De-
mandeur; vs **GEORGE VAILLANCOURT,**
Défendeur.

1° Un lopin de terre situé en la paroisse des Trois-Rivières, connu et désigné par le numéro soixante et onze (71), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières.

2° Un lot de terre situé en la paroisse des Trois-Rivières, étant la partie nord-ouest du lot numéro soixante et douze (72), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières, la dite partie étant bornée à l'ouest par le lot désigné par le numéro soixante et treize (73), du dit cadastre d'enregistrement, appartenant à Zoël Guilbert et Zéphirin Guilbert, à l'est par le lot numéro soixante et onze (71), du dit cadastre, au sud par la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en profondeur par le terrain de Kenneth Denoon.

3° La juste moitié sud-ouest d'une terre connue et désignée par le numéro cent quatre (104), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Trois-Rivières.

Pour être vendus, les numéros soixante et onze (71) et soixante et douze (72), du cadastre en premier et second lieu désignés, en un seul lot et comme formant une exploitation unique, et le lot numéro cent quatre (104), du dit cadastre en troisième lieu désigné, à part et séparément, suivant l'ordonnance de l'honorable juge Cooke, en date du 11 mai (1908), à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

P. GUEVREMONT.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 12 mai 1908.

Shérif.
1917

[Première publication, 16 mai 1908].

lifetime, all the wood needed and of good quality for cooking her food and heating her apartments, the wood to be prepared by the purchaser in the manner desired by the said Mrs. Levasseur, and to be delivered in her apartments according as she may need it; to give to the said widow and to Miss Elmire Levasseur, in time of sickness only, all the care and attendance due to their age and condition, and to have for them all the attention that a good son would have for his father and mother, and this so long as these latter parties will choose to lodge with the purchaser.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the SEVENTEENTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT.

Sheriff's Office,
Sorel, 14th May, 1908.

Sheriff.
1940

[First published, 16th May, 1908.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **PHILIPPE LE VAS-**
No. 493. } **SEUR,** Plaintiff; vs
GEORGE VAILLANCOURT, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Three Rivers, known and described as number seventy one (71), of the plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Three Rivers.

2. A lot situate in the parish of Three Rivers, being the north west part of the lot number seventy two (72), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Three Rivers, the said part being bounded on the west by the lot described as number seventy three (73), of the said registration cadastre, belonging to Zoël Guilbert and Zéphirin Guilbert, on the east by the lot number seventy one (71), of the said cadastre, on the south by the Canadian Pacific Railway Company track, and in rear by the lot of Kenneth Denoon.

3. The exact south west half of a land known and described as number one hundred and four (104), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Three Rivers.

To be sold, numbers seventy one (71) and seventy two (72), of the cadastre firstly and secondly described, in one single lot and as forming one single plot, and lot one hundred and four (104), of the said cadastre thirdly described, apart and separately, pursuant to the order of the Honorable judge Cook, dated the 11th of May, (1908), at the church door of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's office.
Three Rivers, 12th May, 1908.

Sheriff.
1918

[First published, 16th May, 1908.]

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant Procureur-Général. } par une loi de la
législature de Notre province de Québec, adoptée dans la session tenue en la huitième année de Notre Règne, chapitre trente-huitième, intitulée : " Loi amendante la loi concernant la constitution de la cour supérieure ", il est statué et décrété par la section troisième que la dite loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation ;

Et attendu que pour les fins publiques, il convient maintenant de fixer le dix-huitième jour de mai courant, 1908, comme le jour auquel la dite loi entrera en vigueur ;

A CES CAUSES, par et de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que la dite loi adoptée à la session tenue en la huitième année de Notre Règne, chapitre trente-huitième, intitulée : " Loi amendante la loi concernant la constitution de la cour supérieure ", entrera en vigueur le dix huitième jour de mai courant, 1908.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY

1943

Secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

No 1045.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis du Ha! Ha! dans le comté de Temiscouata, les terrains se trouvant à la tête du Lac Temiscouata, depuis la ligne nord du premier rang de la rivière Caldwell prolongée jusqu'aux

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS by a
Assistant Attorney General. } certain act of
the legislature of Our province of Québec, passed at the session held in the eighth year of Our Reign, chapter thirty eighth, intituled : " An Act to amend the law respecting the constitution of the superior court," it is enacted and decreed that section third of the said act shall come into force on the day which the lieutenant-governor in council may be pleased to fix by proclamation.

And whereas it is becoming for public purposes, to fix the eighteenth day of the month of May instant, as the day on which the said act will come into force :

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the executive council of our said province, we have ruled and ordained and we do hereby rule and ordain, that the said act passed at the session held in the eighth year of Our Reign, chapter thirty eighth, intituled : " An Act to amend the law respecting the constitution of the superior court," will come into force on the eighteenth day of May instant, 1908.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FIFTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,

1944

Provincial Secretary.

Government Notices

No 1045.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Louis du Ha! Ha!, in the county of Temiscouata, the lands lying at the head of Lake Temiscouata from the north line of the first range of the river Caldwell prolonged to the

limites de la seigneurie du Lac Témiscouata, jusqu'à la rivière Touladi à l'est, et, au sud, jusqu'à la ligne qui sépare les dits terrains de la seigneurie connue autrefois sous le nom de "Seigneurie Coffin";

Détacher de la municipalité scolaire de N. D. du Lac, dans le même comté, les biens-fonds se trouvant au sud de la rivière Touladi, compris entre cette rivière et les terres de la Couronne, et connus sous le nom de "Seigneurie de Hayes";

Annexer ces terrains au canton Robitaille se trouvant dans le même comté, ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire, et ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Joseph-de-Viel".

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908. 1933

limits of the seigniorie of Lake Temiscouata, to the river Touladi on the east, and, on the south, to the line which separates the said lots from the seigniorie formerly known by the name of "Coffin Seigniorie";

To detach from the school municipality of N. D. du Lac, in the same county, the lots lying to the south of the river Touladi, comprised between that river and the Crown lands, and known by the name of "Hayes Seigniorie";

To annex the above mentioned lands to the township Robitaille lying in the same county, not forming part of any school municipality, and to erect all this territory into a distinct school municipality by the name of "Saint Joseph de Viel."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908. 1934

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 646.

Dame Ancelina Lachapelle, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Philias Robinson, voiturier, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Philias Robinson, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 avril 1908.

ADELARD LEDUC,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 13 mai 1908. 1941

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 646.

Dame Ancelina Lachapelle, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Philias Robinson, carrier-maker, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;

vs

The said Philias Robinson, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this 28th day of April, 1908.

ADELARD LEDUC,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th May, 1908. 1942

Avis de Faillites

District de Trois-Rivières.

In re Oscar Hébert, marchand, Saint-Léonard d'Asson, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 1er juin 1908, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,

Bureau : 44, rue Dalhousie, Curateur.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 mai 1908. 1937

District de Gaspé.

Théodore J. Lamontagne & fils, de Saint-Anne des Monts, marchands, ont, le 14 mai 1908, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 14 mai 1908. 1935

District of Three Rivers.

In re Oscar Hebert, merchant, Saint Léonard d'Asson, Insolvent

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 1st May, 1908, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,

Office : 44, Dalhousie street, Curator.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th May, 1908. 1938

District of Gaspé.

Theodore J. Lamontagne & fils, of Sainte Anne des Monts, merchants, have, on the 14th of May, 1908, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 14th May, 1908. 1936

Index de la Gazette Officielle de Québec No 20

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Blanchette vs Lavigne, 963; Boivin vs Marsan dit Lapierre, 962; Cohen vs Lazarus, 963; Daigneault vs Gauthier, 963; Desjardins vs David, 963; Gilbert vs Poulin, 963; Lachapelle vs Robinson, 972; Langlais vs Néron, 962; Lapointe vs Duchesneau, 964; Legendre vs Dumont, 962; Noël vs Hanley, 963; Perrault vs Vanier, 961; Shapiro vs Sloves, 962; Tremblay vs Bouliane, 961.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concordant avis, etc., 949.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES:—Collège des Médecins Vétérinaires de la province de Québec, 964; Société d'Administration Générale, 964.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 959; Conseil législatif, 957.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—The Nineteen Hundred Washer Co, 952.

FAILLIS:—Dods & Co, 964; Hébert, 972; La Compagnie de Médecines patentées, 965; La montagne & Fils, 972.

LETTERS PATENTES:—La Cie du Téléphone Saguenay, 957; La Cie des Terrains de Saint-Pierre, 954; La Cie J. H. Jacques & Fils, 952; Le Syndicat des Imprimeurs du Saguenay, 953; Michaels Bros Coy, 954; Quebec National Extracts Coy, 955; The Archer Company, 957; The Montreal Columbus Association, 955.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.:—Saint-Joseph de Viel, comté de Terrebonne, 971.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT:—J. A. Nadeau, 927; Donald M. Rowat, 957.

NOTIFICATIONS:—Conseillers:—Saint Colomban, Terrebonne, 949.

Greffier cour de magistrat:—949.

Juges de paix:—Bedford, 950; Saguenay, 950; Trois-Rivières, 950; Beauharnois, etc., 950.

Membre de la Commission Nationale de Champ de Bataille:—L. A. Taschereau, 949.

PROCLAMATIONS:—Loi amendant la loi de la constitution de la cour supérieure, 971; Dissolution des Chambres, 950.

RATIFICATION:—Ménard & Palin, 965.

RESOLUTION:—Conseil municipal du comté du Lac Saint-Jean, No 2, 961.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Dominion Express Coy, 964; Quebec Central Railway Coy, 964.

VENTES PAR LES SHÉRIFS.

ARTHABASKA:—Beaulieu, failli, 966; Duclos vs Cormier, 965.

BEAUCO:—Morency vs Châteauneuf, 967.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Blanchette vs Lavigne, 963; Boivin vs Marsan dit Lapierre, 962; Cohen vs Lazarus, 963; Daigneault vs Gauthier, 963; Desjardins vs David, 963; Gilbert vs Poulin, 963; Lachapelle vs Robinson, 972; Langlais vs Néron, 962; Lapointe vs Duchesneau, 964; Legendre vs Dumont, 962; Noël vs Hanley, 963; Perrault vs Vanier, 961; Shapiro vs Sloves, 962; Tremblay vs Bouliane, 961.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 949.

GENERAL MEETINGS:—College of the veterinary surgeons of the province of Quebec, 964; Société d'Administration Générale, 964.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 959; Legislative Council, 957.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—The nineteen hundred Washer Co, 952.

INSOLVENTS:—Dods & Co, 964; Hébert, 972; La Compagnie de Médecines patentées, 965; La montagne & Fils, 972.

LETTERS PATENT:—La Cie du Téléphone Saguenay, 957; La Cie des Terrains de Saint-Pierre, 954; La Cie J. H. Jacques & Fils, 952; Le Syndicat des Imprimeurs du Saguenay, 953; Michaels Bros Coy, 954; Quebec National Extracts Coy, 955; The Archer Company, 957; The Montreal Columbus Association, 955.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Application to annex or to erect, &c.:—Saint Joseph de Viel, county of Terrebonne, 971.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER:—J. A. Nadeau, 927; Donald M. Rowat, 957.

APPOINTMENT:—Councillors:—Saint Colomban, Terrebonne, 949.

Clerk of Magistrate's Court, 949.

Justices of the peace:—Bedford, 950; Saguenay, 950; Three Rivers, 950; Beauharnois, &c., 950.

Member of the National battle-field Commission:—Hon. L. A. Taschereau, 949.

PROCLAMATION:—An Act to amend the law of the constitution of the superior court, 971; Parliament dissolved, 950.

RATIFICATION:—Ménard & Palin, 965.

RESOLUTION:—Municipal Council of the county of Lake Saint John, No. 2, 961.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—Dominion Express Coy, 964; Quebec Central Railway Coy, 964.

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—Beaulieu, insolvent, 966; Duclos vs Cormier, 965.

BEAUCO:—Morency vs Châteauneuf, 967.

BEDFORD :—Sixby (Dme) vs héritiers Burke, 967.

MONTRÉAL :—Steele (Dme) vs Fraser, 968.

QUÉBEC :—Bergeron vs Paradis, 968.

RICHÉLIEU :—Bernier vs Vadeboncoeur, 969.

TROIS-RIVIÈRES :—Levesseur vs Vaillancourt, 970.

BEDFORD :—Sixby (Dme) vs heirs Burke, 967.

MONTREAL :—Steele (Dme) vs Fraser, 968.

QUEBEC :—Bergeron vs Paradis, 968.

RICHÉLIEU :—Bernier vs Vadeboncoeur, 969 ;

THREE RIVERS :—Levsaseur vs Vaillancourt, 970.